

# **Inauguration M.A.S.**

**Inauguration vendredi 2 juillet 2010 à 14 heures 30**

**Allocution de Monsieur LARMANOU, Maire de Gisors,**

**Conseiller Général de l'Eure**

**En présence de Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Ministre**

Monsieur le Ministre,

Madame la Préfète,

Monsieur le Sous-Préfet,

Monsieur de Député,

Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,

Monsieur le Directeur du Pôle Sanitaire du Vexin,

Chers Collègues, Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie, Monsieur le Ministre, d'avoir effectué le déplacement jusqu'à Gisors, porte de la Normandie, pour inaugurer la Maison d'Accueil Spécialisée pour adultes handicapés qui va bientôt recevoir ses premiers patients.

Cette structure répond à un besoin exprimé de longue date et va permettre d'améliorer la situation sanitaire de notre Département qui, j'y reviendrai, se classe dans les derniers départements français pour l'offre de soins.

Cette M.A.S. a été réalisée grâce à un engagement financier conséquent de plus de six millions d'euros, auquel l'Etat a apporté son concours pour 1,036 millions d'euros dans le cadre du plan de relance mis en œuvre, sous votre autorité.

Au nom de la population de notre bassin de vie, je vous en remercie.

Je remercie aussi Monsieur le Directeur du Pôle Sanitaire du Vexin, Monsieur FAGUE, et son équipe, qui ont su préparer et argumenter un excellent dossier et Monsieur DUBOSCQ, ancien A.R.H. et ses collaborateurs qui l'avaient accepté.

Votre présence, Monsieur le Ministre, est une sorte de satisfecit pour tous ceux qui, depuis des années, se battent pour préserver et élargir l'offre de soins de notre Centre Hospitalier.

La situation sanitaire de notre région et plus encore celle du Département de l'Eure est particulièrement dégradée et, les besoins sanitaires particulièrement importants. L'Observatoire Régional de Santé (O.R.S.) le constate tant au niveau de l'état sanitaire de la population qu'en ce qui concerne l'offre de soins : insuffisance de professionnels de santé aussi bien dans le secteur hospitalier que dans le secteur libéral.

Pourtant, malgré ce constat alarmant notre hôpital, comme tous les hôpitaux de proximité, est menacé. Déjà en 2005 la fermeture des services actifs de chirurgie et de maternité a été envisagée. Les professionnels de santé, les syndicats, les élus et la population se sont mobilisés et regroupés au sein d'un

Comité de Défense, pour que Gisors reste le cœur battant d'un territoire de santé de 80.000 habitants en constante évolution démographique.

Nous ne sommes pas restés inactifs pour conforter les activités du Centre Hospitalier de Gisors.

Nous avons développé la coopération inter hospitalière et initié un projet novateur de coopération avec le secteur privé, en ouvrant le bloc opératoire et les consultations à des spécialistes.

Grâce à la création de ce groupement de coopération sanitaire, l'établissement est en évolution rapide et en forte progression d'activités.

Je vous épargnerai les chiffres mais, Monsieur le Directeur de l'ARS les connaît, ils sont éloquents. Ils s'accompagnent d'une diversification des activités proposées par l'hôpital.

Outre la dynamisation générée par le Groupement de Coopération Sanitaire mis en place avec des praticiens privés, l'hôpital a développé une filière d'accueil en gériatrie, un service de soins infirmiers à domicile. Par ailleurs, la construction d'unités de soins et de vie de 28 lits pour les patients atteints de la maladie d'Alzheimer, d'un centre de jour de 12 lits et d'un centre médico-psychologique seront réalisés très prochainement. Par ailleurs, un scanner va être installé bientôt, promis par Monsieur Xavier BERTRAND, Ministre de la Santé, lors de sa venue, à Gisors, en 2006.

Le bilan de santé de l'hôpital est donc positif et pourtant nous redoutons que son existence soit menacée par l'application de la loi « hôpital,

patients, santé, territoire » dont la logique s'éloigne des principes de gestion du service public qui privilégient des besoins de santé de la population.

Ainsi, les notions comptables d'actes classants pourraient conduire à la fermeture du bloc opératoire, mettant en péril toute l'activité hospitalière. Une telle décision serait catastrophique pour l'emploi local, elle aggraverait encore les inégalités d'accès aux soins et créerait un véritable désert sanitaire à l'échelle de notre bassin de vie. Croyez bien Monsieur le Ministre que nous restons vigilants et fermement déterminés à défendre notre hôpital de proximité.

Je n'insisterai pas, afin d'écourter mon propos, sur le financement nécessaire pour assurer le maintien et même l'amélioration de notre système de santé et de notre système de protection sociale.

Je rappellerai simplement que, selon l'étude publiée récemment dans le « British Medical Journal », les coupes pratiquées dans les dépenses sociales par les gouvernements européens afin de diminuer les déficits budgétaires sont douloureuses sur le plan économique mais, ont également des coûts en terme de santé et d'espérance de vie.

Il ne faudrait donc pas, Monsieur le Ministre, que les efforts consentis par le Gouvernement dans le cadre de son plan de relance économique -et nous n'oublions pas qu'ils concernent aussi la réhabilitation de la voie ferrée reliant Gisors à Serqueux sur l'axe futur Paris-Le Havre-, il ne faudrait donc pas que ces efforts soient annihilés par les désengagements et la cure d'austérité imposée à la population, aux services publics et aux collectivités locales.

Nous saurons nous impliquer dans les débats et la concertation nécessaires qui accompagneront la mise en œuvre de la loi Bachelot afin d'en

gommer les aspects les plus inquiétants comme la définition des territoires de santé ou le risque de suppression des services actifs.

Monsieur le Ministre, notre hôpital vivra !

Merci à tous ceux qui ont contribué à sa renaissance et à son développement.

Avant de clore mon propos, je me permets de vous offrir cette modeste affiche qui résume l'esprit dans lequel nous travaillons pour notre hôpital.